



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.1/45/L.52
31 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
PREMIÈRE COMMISSION
Point 55 de l'ordre du jour

ARMES CHIMIQUES ET BACTÉRIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES)

Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Suède, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yougoslavie et Zaïre :
projet de résolution

Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925

L'Assemblée générale,

Rappelant ses précédentes résolutions et celles du Conseil de sécurité sur l'emploi des armes chimiques,

Réaffirmant sa résolution 44/115 B du 15 décembre 1989 sur les mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925 et à appuyer la conclusion d'une convention sur les armes chimiques,

Ayant à l'esprit que, dans sa Déclaration finale 1/, la Conférence des Etats parties au Protocole de Genève de 1925 et des autres Etats intéressées, tenue à Paris du 7 au 11 janvier 1989, a réaffirmé l'importance et la validité continue du Protocole de 1925,

Déplorant l'emploi et la menace de l'emploi d'armes chimiques,

1/ A/44/88, annexe.

1. Condamne donc énergiquement tous les actes qui constituent ou menacent de constituer un manquement aux obligations assumées aux termes du Protocole de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques 2/, et à d'autres dispositions pertinentes du droit international;

2. Demande à nouveau à tous les Etats de se conformer strictement aux principes et objectifs du Protocole de Genève de 1925 et réaffirme la nécessité vitale d'en respecter les dispositions;

3. Approuve les propositions du groupe d'experts qualifiés constitué en application de sa résolution 42/37 C du 30 novembre 1987, concernant les principes et procédures techniques que le Secrétaire général pourrait utiliser pour mener rapidement une enquête efficace sur les cas d'emploi d'armes chimiques et bactériologiques (biologiques) ou à toxines qui lui sont signalés 3/;

4. Note l'importance que continue de revêtir la décision du Conseil de sécurité tendant à envisager immédiatement, en tenant compte des enquêtes du Secrétaire général, des mesures appropriées et efficaces, conformes à la Charte des Nations Unies 4/, si des armes chimiques venaient à être utilisées à l'avenir en violation du droit international.

2/ Société des Nations, Recueil des traités, vol. XCIV (1929), No 2138.

3/ A/44/561, annexe.

4/ Résolution 62 (1988) du Conseil de sécurité.